



Exploitation et gestion des restaurants d'entreprise, Espace Club et Point de Restauration RJH du CEA Cadarache

PROJET DE MARCHE N° B25-02107-CCS

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Monsieur François JACQ**, agissant en qualité d'Administrateur Général du CEA,
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société _____, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____, sous le numéro _____, dont le siège social est situé à _____,

représentée par **Madame/Monsieur** _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - RÉCEPTIONS.....	6
ARTICLE 6 - MONTANT.....	7
ARTICLE 7 - RÉVISION DE PRIX.....	9
ARTICLE 8 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL	12
ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	13
ARTICLE 10 - RÉUNIONS.....	15
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEUR	15
ARTICLE 12 - DURÉE.....	16
ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION	16
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS.....	17
ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTÉRÊT.....	19
ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ.....	19
ARTICLE 17 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX.....	19
ARTICLE 18 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA	20
ARTICLE 19 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	21
ARTICLE 20 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT.....	21
ARTICLE 21 - TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	22
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE.....	22
ARTICLE 23 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	22
ARTICLE 24 - GESTION DES DÉCHETS.....	26
ARTICLE 25 - JURIDICTION COMPÉTENTE.....	26
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL	28
ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES	31
ANNEXE 3 – MODELE DE FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP).....	33
ANNEXE 4 – ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL .	34

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	2/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Affaire suivie techniquement par :

M. Pascal MANEN

STL/GLD

☎ : 04.42.25.71.42

Email : pascal.manen@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Cécile CROS

Service des Marchés et Achats

☎ : 04.42.25.48.26

Email : cecile.cros@cea.fr

ARTICLE 1 - OBJET**1.1 Dispositions générales**

Le présent Marché a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des prestations de restauration pour le compte du CEA Cadarache.

1.2 Etendue des prestations

Les prestations se décomposent en une partie rémunérée en fonction de l'activité sur la base de prix forfaitaires et une part estimative telles que définies à l'article 3 infra.

1.3 Unité bénéficiaire

Cette prestation est réalisée pour le compte du Département de support technique et gestion (DSTG), Service technique et logistique (STL), Groupe Logistique et déchets (GLD).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02107-CCS, incluant notamment le Cahier des Charges référencé DSTGSTLGLDCDC-25-075 Cahier des Charges RC-EC-RJH du 20/05/2025,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DG/CEACAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée
[] , en date du [] .

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	3/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Marché sont réalisées conformément aux dispositions du Cahier des Charges visé à l'article 2 supra et de l'ensemble des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le Marché se décompose en une partie rémunérée en fonction de l'activité sur la base de prix forfaitaires et une partie estimative.

3.1 Prestations de base

3.1.1 *Tranche ferme*

La tranche ferme porte sur l'exécution des prestations décrites à l'article 2 du Cahier des Charges, à savoir la réalisation des prestations de gestion et d'exploitation :

- du restaurant d'entreprise self n°1 (dénommé R1) situé au bâtiment 103,
- du restaurant d'entreprise self n°2 (dénommé R2) situé au bâtiment 278,
- des 2 cafétérias situées aux bâtiments 103 et 278 proposant une vente à emporter (VAE) pour le déjeuner ainsi que des petits déjeuners,
- de l'espace club proposant des prestations de restauration de type pauses, plateaux repas, buffets, cocktails, repas servis à table et distribution de denrées,
- du point de restauration de type « vente à emporter » situé sur le chantier du RJH.

Ces prestations régulières sont rémunérées en fonction de l'activité sur la base de prix forfaitaires.

3.1.2 *Options 1 et 2 – Prolongation de la durée du marché*

Sur décision du CEA, les prestations décrites à l'article 3.1.1 pourront être reconduites pour une année supplémentaire, renouvelable une fois.

Chaque option de reconduction sera levée de façon unilatérale par le CEA par courrier recommandé avec avis de réception avec un préavis de 6 (six) mois avant la date de prise d'effet.

3.2 Partie estimative

3.2.1 *Dispositions générales*

Le Marché comprend des prestations spécifiques non prévues dans les prestations de base mais entrant dans le domaine du Marché.

Chaque prestation spécifique confiée au Titulaire par le CEA, fait l'objet d'une commande particulière, contractualisée sous forme d'une demande de prestations pour les prestations sur bordereau de prix unitaires, ou d'une Fiche de Modification sur devis préalable (FDMDP) pour les prestations sur devis préalable. Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution de la prestation tant que la demande de prestations n'a pas été émise ou la FDMDP notifiée, dûment signée par le représentant habilité du CEA. La demande de prestations ou la FDMDP vaut commande. La FDMDP doit porter la référence du présent Marché ainsi qu'un numéro propre. Le montant défini dans ces documents est forfaitaire et ferme.

L'émission de la demande de prestations ou FDMDP ne peut intervenir que pendant la durée de validité du Marché.

Sauf mention dérogatoire et expressément stipulée dans la demande ou la FDMDP, elles sont régies par les dispositions du présent Marché.

3.2.2 *Prestations sur bordereau de prix unitaires*

Le marché comporte notamment les prestations sur bordereaux de prix unitaires suivantes :

- Organisation de buffets, pauses café, plateaux repas, petits déjeuners, cocktails

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	4/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande formalisée du CEA formalisée.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouvelles unités d'œuvre au cours de l'exécution du Marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des unités d'œuvre sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le Marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des unités d'œuvre complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une FDMDP générée dans le cadre de l'exécution du marché et ayant un objet similaire,
- le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouvelles unités d'œuvre sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.2.3 Prestations sur devis préalables

Les prestations sur devis préalables portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par le Cahier des Charges que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le Marché.

Il s'agit notamment :

- du cas de déploiement de personnel supplémentaires pour des services exceptionnels
- le repas de fin d'année (compléments de denrées)
- tout autre prestation exceptionnelle pour laquelle le Titulaire est consulté.

A cet effet, le CEA adresse une spécification technique au Titulaire qui établit en retour un devis détaillé faisant apparaître les moyens mis en œuvre pour réaliser la prestation (profils et charge associée), le délai de réalisation et le coût évalué sur la base des taux de rémunération fixés dans les annexes financières de chaque point de restauration.

Lorsque les Parties s'accordent sur ce devis, le CEA établit une FDMDP mentionnant la nature des prestations à réaliser, leurs caractéristiques techniques, la durée, les livrables attendus, les délais d'exécution, le montant de la prestation et les termes de paiement le cas échéant (cf. modèle en annexe 4).

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA du CEA.

Le Titulaire du présent Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimées par le CEA dans le Cahier des Charges.

4.1.2 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	5/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

ARTICLE 5 - RÉCEPTIONS

5.1 Modalités de réception

Les réceptions s'effectuent conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du Marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

5.2 Prestation de base

5.2.1 *Tranche ferme*

SELFS CAFETERIA

Les prestations font l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation sans réserve par le CEA des prestations et livrables attendus durant la période considérée. Le Titulaire devra transmettre les extractions SAGERE et le PV de réception comme justificatifs des prestations réalisées.

ESPACE CLUB

Les prestations font l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation sans réserve par le CEA des prestations et livrables attendus durant la période considérée. Le Titulaire devra transmettre les justificatifs des prestations réalisées.

Snacking RJH

Le forfait mensuel fait l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation sans réserve par le CEA des prestations et livrables attendus durant la période considérée.

5.2.2 *Options 1 et 2 – Prolongation de la durée du marché*

Les prestations optionnelles font l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation sans réserve par le CEA des prestations et livrables attendus durant la période considérée sur le même principe que les dispositions prévues à l'article supra.

5.3 Partie estimative

Les prestations sur bordereau de prix unitaires sont réceptionnées après achèvement et acceptation des prestations et livrables associés par le CEA. Le Titulaire devra transmettre les justificatifs des prestations réalisées.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	6/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Sauf disposition contraire de la FDMDP, les prestations sur devis préalable sont réceptionnées après achèvement et acceptation des prestations et livrables associés par le CEA. Le Titulaire devra transmettre les justificatifs des prestations réalisées.

ARTICLE 6 - MONTANT

6.1 Montant total du Marché

Le montant des prestations, objet du présent Marché, est estimé à la somme de H.T.
(EUROS HORS TAXES).

Ce montant inclut les prestations directement prises en charge par le CEA ainsi que les prestations qui restent à la charge des convives.

Ce montant ne saurait engager le CEA, quant au montant réel qui sera dépensé. En aucun cas le Titulaire ne pourra engager de prestations au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

6.2 Modalités de rémunération des prestations fermes et optionnelles

6.2.1 Rémunération des prestations de restauration dans les selfs (R1 et R2)

Les différents tarifs sont à renseigner dans les annexes financières associées et seront intégrés au présent document lors de la notification du marché.

6.2.1.1 Prix unitaire du repas

Le prix unitaire du repas se décompose comme suit :

- **Une part « droit d'admission »**, qui intègre l'ensemble des charges et frais généraux du Titulaire et sa rémunération, ainsi que tous les frais de personnel relatifs à l'exécution des prestations objet du présent Marché, et tous les frais et sujétions inhérents à l'exécution des prestations objet du présent Marché (gestion des déchets, nettoyage, hygiène alimentaire, matériels et consommables, investissements, fluides, etc). Est également comprise dans ce droit d'admission la fourniture d'un petit pain normal ainsi que des condiments et ingrédients d'accompagnement proposés en libre-service.

Le montant est fixé à la somme forfaitaire de :

- Repas servis le soir, les week-ends et jours fériés : € HT.
- Pour le déjeuner, en fonction de la fréquentation effectivement observée sur les deux restaurants selfs (cumul des fréquentations des restaurants R1 et R2) et « formules » dans les deux cafétérias durant le mois considéré, le Titulaire appliquera le droit d'accès de la tranche correspondante selon le tableau suivant :

DROIT D'ADMISSION	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4	Tranche 5
Fréquentation par tranche	600 à 799 repas par jour	800 à 1199 repas par jour	1200 à 1599 repas par jour	1600 à 1999 repas par jour	2400 à 2799 repas par jour
Valeur du droit d'admission par repas	€ HT	€ HT	€ HT	€ HT	€ HT

- **Une part « point denrées »**, liée aux denrées alimentaires proposées au CEA, le nombre de points relatif à chaque plat étant défini dans le cahier de grammaire.

Le prix du point est fixé à € HT.

Ce prix comprend exclusivement la fourniture des denrées entrant dans la composition du repas.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	7/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Les tarifs pour les pains supplémentaires et les boissons froides des selfs sont définis au cahier de grammage inclus à l'offre du Titulaire.

6.2.1.2 Rémunération des prestations de la cafétéria

Les tarifs applicables aux prestations de cafétéria sont définis au cahier de grammage inclus à l'offre du Titulaire.

6.2.2 *Rémunération des prestations de l'espace Club*

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix forfaitaires unitaires.

Pour fixer les prix de vente des vins aux convives, un coefficient de peines et soins de % sera appliqué sur les prix d'achat du Titulaire.

Le CEA se réserve la possibilité de demander au Titulaire de lui fournir toutes les justifications nécessaires à l'établissement des prix d'achat, y compris la production des factures de ses fournisseurs.

Les tarifs applicables aux boissons chaudes et froides ainsi que pour les denrées brutes sont définis dans l'annexe financière associée à l'Espace Club.

Tous les prix relatifs aux prestations de l'espace Club s'entendent réservations incluses.

6.2.3 *Rémunérations des prestations du point de restauration Chantier RJH*

Les prestations relatives au point de restauration Chantier RJH font l'objet d'un forfait d'exploitation mensuel forfaitaire de € HT.

Les produits proposés sont ensuite rémunérés sur la base des prix forfaitaires unitaires décrits dans l'annexe financière associée au RJH.

6.2.4 *Prestations en parts estimatives*

Les montants plafonds ci-après ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants plafonds indiqués ci-dessous sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

6.2.4.1 *Prestations sur bordereau de prix unitaires*

Les prestations sur bordereau de prix unitaires sont plafonnées à la somme de XXX€ HT (*DETERMINE PAR LE CEA EUROS HORS TAXES*).

Ces prestations seront rémunérées sur la base des montants unitaires et forfaitaires mentionnés dans les annexes financières de chaque point de restauration.

6.2.4.2 *Prestations sur devis préalable*

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de XXX € HT (*DETERMINE PAR LE CEA EUROS HORS TAXES*).

Ces prestations seront rémunérées sur la base des taux journaliers forfaitaires mentionnés dans les annexes financières de chaque point de restauration.

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

6.3 **Clause de réexamen : variation de périmètre**

6.3.1 *Dispositions spécifiques à la mise en place d'un distributeur alimentaire automatique*

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	8/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

En complément de l'offre snacking actuelle, le projet RJH envisage la mise en place d'un distributeur automatique de sandwichs au plus proche des salariés du chantier.

Le CEA se réserve la possibilité de recourir à cette prestation dès le démarrage du marché et pourra également la supprimer à sa convenance en respectant au préalable un préavis de 1 (un) mois avant la date de prise d'effet de l'ajout ou de la suppression de la prestation.

A compter de la mise en place ou du retrait de cette prestation, le forfait de la tranche ferme (et/ou des options) est augmenté ou diminué du montant mensuel suivant : XXXX € HT.

6.3.2 Autres évolutions

Le Marché pourra être amené à évoluer en cours d'exécution des prestations (ajout, suppression ou modification) notamment en ce qui concerne les prestations ciblées spécifiquement dans le Cahier des Charges aux paragraphes §3.1 (points de restauration), §6.3 (restauration les soirs, weekend et jours fériés), §7.4 (évolution des espaces de restauration) et §9.6 (prestations RJH).

Dans ce contexte, les parties pourront se rencontrer afin de déterminer les impacts éventuels de ces évolutions, notamment organisationnels, contractuels ou financiers.

6.4 Contenu des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont forfaitaires. En conséquence, ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

6.5 Caractère des prix

Les montants visés dans le présent article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois d'août 2025 (mois de remise de l'offre).

Ils ont un caractère révisable.

ARTICLE 7 - RÉVISION DE PRIX

7.1 Dispositions générales

Chacune des Parties peut demander la révision des prix du Marché.

Lorsque la demande émane du Titulaire, ce dernier transmet par écrit au service achat du CEA, le calcul de l'évolution des prix suivant les formules définies ci-après. L'évolution des prix ne pourra être effective qu'après l'accord écrit du CEA, donné dans le mois qui suit la date de réception de la demande.

Quelle que soit la formule concernée, celle-ci a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus ci-après, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par écrit.

Au cas où les dispositions du présent article 7 n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens tarifs et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été payées.

Le mois de remise de l'offre, tel que défini à l'article « Caractère des prix », est désigné « M₀ ».

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	9/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

7.2 Révision de prix

Droit d'admission, Boissons froides, Espace Club : Les prix ne sont pas révisés durant les 12 premiers mois d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, (soit à compter du 28 mai 2027) et pour chaque nouvelle Période.

Point Denrée : Les prix ne sont pas révisés durant les 6 premiers mois d'exécution des prestations, puis ils seront révisables semestriellement, (soit à compter du 28 novembre 2026) et pour chaque nouvelle Période.

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Cadarache une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application des formules de révisions indiquées ci-dessous.

Le prix ainsi révisé s'appliquera à chaque facturation du Titulaire pour la Période considérée, jusqu'à la Période suivante.

7.2.1 Droit d'admission, forfait d'exploitation RJH et prestations sur devis préalable

La formule de révision ci-dessous est applicable :

- aux droits d'accès des restaurants selfs,
- à ceux des formules cafétéria,
- au forfait d'exploitation RJH
- aux prestations sur taux horaires sur devis préalable

$$P = P_0 [0,15 + (0,15 \times \text{IPPI} / \text{IPPI}_0 + 0,70 \times \text{ICHT-TS} / \text{ICHT-TS}_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix établi aux conditions économiques de M₀

IPPI₀ = valeur de l'indice MIG/NCA "Prix de production de l'industrie française pour le marché français - biens intermédiaires et biens d'investissements" (identifiant INSEE : 010764359), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois d'août 2025,

IPPI = valeur de l'indice MIG/NCA "Prix de production de l'industrie française pour le marché français - biens intermédiaires et biens d'investissements" (identifiant INSEE : 010764359), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, à la date de demande de révision des prix.

ICHT-TS₀ = valeur de l'indice mensuel « Coût horaire du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – hébergement, restauration » (identifiant INSEE : 001565191), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois d'août 2025,

ICHT-TS = valeur de l'indice mensuel « Coût horaire du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – hébergement, restauration » (identifiant INSEE : 001565191), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, à la date de demande de révision des prix.

7.2.2 Point denrée

La formule de révision ci-dessous est applicable :

- au point denrée mentionné à l'article 6.2.1.1,
- aux produits prévus pour la cafétéria (en dehors des formules),
- au petit-déjeuner pour la cafétéria,
- aux produits prévus pour le snacking du RJH (article 6.2.3)
- aux denrées brutes

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	10/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \times IPC / IPC_0]$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix établi aux conditions économiques de M₀

IPC₀ = valeur de l'indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Nomenclature Coicop : 01.1 – Produits alimentaires (identifiant 001763868) pour le mois d'août 2025,

IPC = dernière valeur connue de ce même indice à la date de demande de révision des prix.

S'agissant des vins servis à l'Espace Club, les prix pourront être révisés sous réserve que le Titulaire puisse justifier d'une augmentation de tarif appliquée par ses fournisseurs. Une telle révision ne pourra être mise en oeuvre que dans la limite de la formule ci-dessus. Le pourcentage de peines et soins indiqué dans l'annexe financière de l'Espace Club restera inchangé durant toute la durée d'exécution du présent marché.

7.2.3 Boissons froides (prix unitaire des boissons)

La formule de révision ci-dessous est applicable pour toutes les boissons non alcoolisées :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (Ea/Ea_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix tel que défini au présent marché,

Ea₀ = valeur de l'Indice de Prix de production de l'industrie française pour les marché français – CPF 11.07 – Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille – identifiant 010764097 pour le mois d'Août 2025,

Ea = valeur de ce même indice calculée comme suit : moyenne de chaque indice calculée sur la base des 12 (douze) dernières valeurs mensuelles, publiées sur le site <http://www.insee.fr>, à la date de la demande de révision de prix.

7.2.4 Prestations relatives à l'Espace Club et prestations sur bordereaux de prix associées

La formule de révision ci-dessous est applicable pour les prestations de l'Espace Club (menus, pauses, buffets, cocktails, plateaux) :

$$P = P_0 [0,1 + 0,5 (Sa/Sa_0) + 0,4 (IPC/IPC_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix établi aux conditions économiques de M₀

Sa₀ = valeur de l'indice des salaires mensuels de base - Hébergement, restauration (NAF rév. 2, niveau A17 IZ) – Base 100 au T2 2017 - Identifiant 010562705, pour le 4^{ème} trimestre de l'année 2025, publié sur le site <http://www.insee.fr>,

IPC₀ = Valeur de l'indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Nomenclature Coicop : 01.1 – Produits alimentaires – Identifiant 001763418 pour le mois d'août 2025 (publiée sur le site <http://www.insee.fr>),

Sa = valeur de ce même indice connue à la date de demande de révision (sur le site <http://www.insee.fr>),

IPC = Valeur de ce même indice (publiée sur le site <http://www.insee.fr>) connue à la date de demande de révision.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	11/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL

8.1 Facturation

Le fonctionnement détaillé de la facturation est renseigné au §10 du Cahier des Charges.

L'ensemble des prestations fera l'objet d'une facturation de 100% des consommations réelles au cours du mois écoulé.

La facturation sera effectuée contradictoirement à partir du Système Automatisé de GEstion des Restaurants d'Entreprise, et fera apparaître distinctement, à la fois pour les salariés du CEA et pour les salariés des entreprises extérieures et les visiteurs extérieurs :

- le nombre d'accès enregistrés,
- le nombre total des points denrées,
- le détail des autres prestations.

Mandat accordé par le CEA au titulaire

Le Titulaire étant amené à encaisser tout ou partie du prix des repas directement auprès des convives, le CEA donne mandat au Titulaire, qui l'accepte, d'encaisser en son nom et pour son compte la partie du prix du repas due par les convives lors de leur passage à la caisse et dont ceux-ci sont débiteurs vis-à-vis du CEA.

Les sommes sont encaissées de deux manières :

- ✓ par pré-chargement aux caisses des restaurants, de badges de restauration nominatifs (ou cartes dites « passagères » pour les personnes extérieures) : le paiement peut se faire en espèces, tickets restaurant, cartes bancaires ou en chèques établis à l'ordre du Titulaire.
- ✓ par prélèvement de consommations mensuelles, sur le compte bancaire des convives ayant opté pour le post-paiement.

Du point de vue comptable et fiscal, aucune somme encaissée pour le compte du CEA ne viendra en diminution du montant de la prestation facturée par le Titulaire sur les factures émises par celui-ci.

Mensuellement, le CEA établira une facture de vente (appel de fonds) du montant des encaissements perçus dans le mois par le Titulaire.

Cette facture sera établie sur la base de l'état des recettes fourni par le Titulaire et détaillé ainsi :

- ✓ Total des Pré-chargements
- ✓ Total du Post-paiements

Le CEA pourra demander à tout moment une extraction bancaire des sommes perçues par le Titulaire pour le compte du CEA.

Les factures de vente seront établies par le Service Financier du CEA Cadarache et adressées au Titulaire du Marché.

Les factures de ventes et les justificatifs scannés pour les prélèvements (post-paiement) et pour les pré-chargements (état des recettes par catégorie) seront envoyés par mail au Titulaire.

Les factures seront réglées par le Titulaire au CEA par virement bancaire dans un délai de 30 jours fin de mois à compter de leur date d'émission à :

BNP
7 place Vendôme,
75001 PARIS,
IBAN
FR76 3000 4008 1800 0212 1622 127,
SWIFT : BNPAFRPPPV

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	12/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

8.1.1 Options 1 et 2 – Prolongation de la durée du marché

Le montant des options du présent Marché sera facturé par le Titulaire de la même manière que les dispositions renseignées ci-dessus pour la tranche ferme.

8.2 Partie estimative

8.2.1 Prestations sur bordereau de prix

Sauf disposition contraire de la demande concernée, les prestations sur bordereau de prix unitaires sont facturées, après réception sans réserve par le CEA des prestations correspondantes. Elles sont rémunérées selon les dispositions et dans la limite du plafond établi à l'article « Montant ». Le Titulaire effectue au maximum une facturation par mois.

8.2.2 Prestations sur devis préalable

Sauf disposition contraire prévue au devis concerné, les prestations sur devis préalable sont facturées, après réception sans réserve par le CEA des prestations correspondantes. Elles sont rémunérées selon les dispositions et dans la limite du plafond établi à l'article « Montant ».

8.3 Modalités de facturation au format électronique

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent Marché devront porter la référence de ce dernier et des demandes de prestations sur bordereaux de prix ou FDMDP correspondants, le cas échéant.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : _____ (exemple : 4000191919).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

8.4 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

9.1 Lieu d'exécution

Les prestations, objet du présent Marché, sont exécutées sur le site du CEA/Cadarache et plus spécifiquement aux bâtiments 103, 278 et au point de restauration situé sur le Chantier du RJH.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	13/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

9.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

9.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du Marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

9.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 du présent Marché mais également au §11 du Cahier des charges.

9.5 Nettoyage des locaux et des matériels

Le Titulaire assure le nettoyage de l'ensemble des locaux (parties communes, bureaux, salles de réunion, stockages, cuisine, salles de restauration) et des matériels mis à sa disposition par le CEA (équipements de cuisine, monte-charge, mobilier de restauration). Des éléments plus précis sont prévus au §11.5 du Cahier des Charges.

9.6 Audits

Dans le cadre du présent Marché, le CEA se réserve la possibilité de déclencher des audits à tout moment et sur tout ou partie du périmètre du Marché.

Le Titulaire s'engage à coopérer et à tout mettre en œuvre pour permettre l'accessibilité du CEA (ou d'un tiers mandaté par ce dernier) aux informations utiles ou nécessaires à l'audit.

En cas de refus de se soumettre à un audit ou de coopération insuffisante du Titulaire, le CEA notifie par lettre recommandée avec avis de réception l'obligation de respecter les engagements contractuels. Le Titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours calendaires pour se mettre en conformité. Après mise en demeure infructueuse, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra.

Ces dispositions s'étendent également aux audits réalisés en dehors du périmètre du présent Marché, mais pour lesquels la coopération du Titulaire est requise.

A l'issue de l'audit, le CEA notifie au Titulaire les manquements éventuellement constatés aux obligations contractuelles. Le CEA communique au Titulaire le délai maximum pour mettre en place les mesures correctives à ses frais. Par défaut ce délai est de 30 jours calendaires cependant il peut être réduit notamment lorsque le manquement concerne la protection d'informations classifiées. A défaut de mise en conformité dans le délai défini, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra et le CEA se réserve le droit de procéder à la résiliation de plein droit du présent Marché.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	14/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

9.7 Contrôle des prestations

Le CEA met en place un ensemble de contrôles qu'il peut à tout moment, et sans en référer préalablement au Titulaire, réaliser afin de contrôler la conformité des prestations et des modalités de leur exécution avec les clauses du marché. Ces éléments sont détaillés notamment aux §12.9, 13 et 14 du Cahier des Charges.

9.8 Format et support des livrables

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

9.9 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 10 - RÉUNIONS

10.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

10.2 Réunions

Les réunions relatives au Marché sont précisées au §12 du Cahier des Charges, et comprennent :

- une réunion d'enclenchement, au plus tard deux semaines après la notification du Marché (sauf accord différent entre les Parties),
- des réunions de suivi bimestrielles et annuelles.

10.3 Suivi des engagements environnementaux et sociaux

Dans le cadre de la réunion d'enclenchement, le Titulaire effectue une présentation des mesures proposées en matière de maîtrise de l'impact environnemental de la prestation d'une part et des actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables d'autre part.

Au cours des réunions de suivi définies ci-avant, seront suivis, tous les six mois, la mise en œuvre des actions proposées au stade de l'offre en termes de maîtrise de l'environnement d'une part et des actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables d'autre part.

10.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordres technique, commercial ou contractuel, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaires, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEUR

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire désigne comme interlocuteur :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	15/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Mme/M.

Tél :

Email :

Au cas où l'interlocuteur du Titulaire ou un des intervenants serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de 6 semaines sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations et aux différentes modalités administratives internes au CEA.

ARTICLE 12 - DURÉE

Le présent Marché entre en vigueur à compter de sa notification par le CEA.

La durée ferme du présent marché, de 36 mois, s'étend du 28 mai 2026 jusqu'au 27 mai 2029.

Cette durée peut être prolongée par les options suivantes :

- Option 1 : prolongation d'une année (du 28 mai 2029 jusqu'au 27 mai 2030),
- Option 2 : prolongation d'une année (du 28 mai 2030 jusqu'au 27 mai 2031).

ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

13.1 Livrables

13.1.1 Dispositions générales

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences du Cahier des Charges (§15), à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

13.1.2 Supports des réunions de suivi

Dans le cadre des réunions de suivi, le Titulaire prépare un document de présentation qu'il remet au CEA au moins 10 jours ouvrés avant la réunion. Ce document contient notamment le résumé des opérations menées durant la période concernée et toute information utile ou nécessaire au suivi de la prestation, incluant le calcul et le suivi des éventuels indicateurs contractuels définis dans le Cahier des Charges et à l'article « Pénalités » infra.

13.1.3 Comptes-rendus de réunions

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, ce compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

13.1.4 Bilan de gaz à effet de serre

Le titulaire réalise une fois par an, à la date anniversaire du marché, une évaluation des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) engendrées par la prestation au cours de l'année écoulée. La méthodologie permettra une comparaison avec l'estimation réalisée au stade de l'offre. Les résultats seront présentés au CEA au cours de la revue annuelle de marché.

Le Titulaire pourra s'aider de la base AGRIBALYSE de l'ADEME <https://agribalyse.ademe.fr>.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	16/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

En cas de sous-traitance de la prestation de transport, le Titulaire exige de ses prestataires la transmission des données nécessaires à la réalisation de ce bilan et renseigne le tableau de manière consolidée pour l'ensemble des prestations réalisées.

Le Titulaire communique à l'interlocuteur technique CEA, selon la même échéance, toute information utile attestant d'une meilleure maîtrise des émissions de GES des transports mobilisés au titre du Marché :

- moyens pour fiabiliser la démarche de collecte des données renseignées dans le tableau (augmentation du recours à des données primaires, i.e. de mesure réelle, par exemple sur les quantités de carburant consommées) et de calcul des émissions de GES correspondantes (e.g. suivant les exigences de la norme ISO 14083) ;
- mesures proposées pour réduire les émissions de GES (e.g. qualité de la flotte de véhicules, optimisation des livraisons au travers du taux de remplissage, des horaires de livraison ou de la réduction des trajets à vide).

13.1.5 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire. Les livrables deviennent la propriété du CEA après leur acceptation.

13.2 Prestations estimatives sur devis

Au titre des prestations estimatives sur devis du présent Marché, le Titulaire s'engage à remettre les devis dans un délai de maximum de 15 jours ouvrés et en cas de nécessité, le prestataire devra répondre sous 5 jours ouvrés pour des prestations plus urgentes à compter de l'envoi de la spécification technique par le CEA.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

Nonobstant les pénalités applicables au titre des CGA, notamment prévues à l'article 24, les pénalités ci-après s'appliquent au présent Marché.

14.1 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du Marché, les pénalités suivantes pourront être appliquées au Titulaire (annexe AA1 au Cahier des Charges – Tableau de pénalités au Cahier des Charges) :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	17/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Prestation	Thématique	Ecart	Objectif seul à atteindre	Moyen de contrôle	Pénalités applicables (euros HT)
Pilotage	Qualité et délai des livrables	Ecart constaté sur la qualité ou le planning d'un livrable (plan de menu, CR, ...)	Livrables listés au Cdc de qualité et remis dans les temps	Date et Qualité du Livrable	200 € par écart au delà de 2 constatés
Prestation	Réalisation Prestation	Non respect des délais de réalisation d'une tâche définie dans le Cdc (réalisation ou livraison d'une prestation, remise d'un devis par exemple)	Non respect d'un jalon prévu avec le client ou spécifié au Cdc.	Constat par le client	200 € par écart constaté puis 500€ par semaine (en cas de prolongation de retard) 300 € par pts si < à 75%
Qualité	Satisfaction Convives	Satisfaction convives inférieure à 75 %	plus de 75% des convives satisfait ou très Satisfait	Enquête de satisfaction annuelle	Mise en place d'un plan d'actions puis nouvelle enquête sous 6 mois. Si toujours < 75 % : 1000€ par pts
Pilotage	EGALIM	Non respect d'un des critères EGALIM ou Non fourniture de documents probatoire demandés par le titulaire	Respect des critères réglementaires EGALIM Documents probatoires disponibles	Livrable mensuel EGALIM	300 € par écart constaté par indicateur
Pilotage	Organisation générale	Non information préalable du client d'une absence dans les équipes d'encadrement Absence, non remplacée sous 3 jours, d'une personne des équipes d'encadrement	Organisation en place, complète et opérationnelle. Absence sur un poste remplacée sous 3 jours Maintenance à jour de l'organigramme fonctionnel,	Organigramme, Plan de poste, Mails, Constat sur place	300 € par écart constaté
Prestation	Plan de menu	Ecart constaté sur le plan de menu au regard des spécifications du Cdc (largeur de gamme, qualité des denrées, labels, nombre de points, remplacements, ...)	Respect des spécifications des plans de menus du Cdc	Plan de menu prévisionnel Contrôle sur site le jour-J	100 € par écart au delà de 3 constatés
Prestation	Cahier de grammage	Ecart constaté lors d'un contrôle de grammage	Conformité des mets avec le cahier de grammage (prix, grammage, qualité)	Contrôle contradictoire sur place	200 € par écart au delà de 2 constatés sur le même contrôle
Prestation	Communication	Ecart ou erreurs constatés sur la communication en général au regard des spécifications du cahier des charges (appli, écrans, affiches, ...)	Affichages complets et conformes aux spécifications du cahier des charges paragraphe "Signalétique et communication"	Contrôle contradictoire sur place	200 € par écart au-delà de 2 écarts constatés sur une semaine glissante
Prestation	Parcours convives	Ecart constaté sur l'approvisionnement en denrées durant le service (rupture constatée sur un plat ou un périphérique avant l'heure)	Conformité de la prestation avec les spécifications du Cahier des charges	Contrôle contradictoire sur place	200 € par écart au delà de 2 constatés
Prestation	Attente du convive	File d'attente constatée (stand distribution, caisse de paiement ou dépose plateau) supérieure à 10 personnes (environ 4 min) sans action corrective immédiate	Pas de file d'attente convive supérieure à 10 personnes (environ 4 min)	Constat sur place par le client	300 € par écart constaté
Prestation	Service	Non respect du plan de poste minimal prévu et défini avec le client	Nombre de personnel suffisant pour assurer le service	Constat sur place par le client	200 € par écart constaté
Hygiène	Contrôle hygiène	Ecart ou NC constaté lors d'un contrôle hygiène (tous points de restauration confondus) Absence de mise en place d'actions correctives justifiées dans un délai de 10 j	Respect des règles d'hygiène	Constat sur place par le client Contrôle contradictoire Résultat de prélèvements	300 € par écart au delà de 2 constatés sur le même contrôle, Actions correctives : 50 € par jour au delà d'un délai de 10 jours suite à la réception des résultats du contrôle.
Hygiène	Audit	Note inférieure à 80 % lors d'un Audit Hygiène Absence de plan d'actions dans un délai de 10 j suivant la diffusion du rapport d'audit	Respect des règles d'hygiène	Audit titulaire ou CEA	200 € par écart constaté 100 €/j de retard pour le P.A. au-delà de 10 j.
Hygiène	Nettoyage	Ecart constaté sur la propreté ou le nettoyage des locaux	Propreté des locaux	Contrôle contradictoire	200 € par écart constaté
Prestation	Déchets	Non-conformité constatée sur la gestion des déchets (non respect d'une filière par exemple)	Pas d'anomalie dans la gestion des déchets (tri et mise en conteneurs)	Constat sur place par le client	200 € par écart constaté
Sécurité	Sécurité	Ecart constaté en matière de sécurité (information accident du travail, bilan mensuel...)	Critères de sécurité respectés (DOT, Pdp, Accident du travail, règles de sécurité, ...)	Constat sur place par le client	200 € par écart constaté

14.2 Pénalité pour non-respect des consignes en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions de l'article « gestion des déchets », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par constat d'écart.

14.3 Pénalité pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de non-respect par le Titulaire des engagements environnementaux, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par constat d'écart.

14.4 Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion

En cas d'absence ou de refus de transmission à la facilitatrice des clauses sociales, au PLIE ou au CEA des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause sociale d'insertion, le CEA procédera à une mise en demeure du Titulaire. En cas de mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire se verra appliquer une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

Lors de la réception du Marché, sera effectué un décompte global des heures d'insertion réalisées.

En cas du non-respect du volume d'heures d'insertion sur lequel le Titulaire s'est engagé conformément aux dispositions de ce même article, une pénalité de 50 euros par heure d'insertion non réalisée sera appliquée.

Sur avis du facilitateur clauses sociales, le Titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-exécution de l'obligation ne lui incombe pas.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	18/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

14.5 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- non libératoires, applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du Marché.

ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTÉRÊT

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 17 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

17.1 Entrée dans les lieux et utilisation

Aux fins d'exécution des prestations objet du présent Marché, le CEA met à disposition du Titulaire des locaux dans le périmètre de l'installation concernée par le Marché, dont le détail sera défini lors de la réunion d'enclenchement.

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la prise de possession des pièces.

Le Titulaire s'engage à entretenir les lieux en bon état et à faire réparer à ses frais toutes dégradations provenant de son fait. Le Titulaire ne pourra apporter aucune modification à l'état des lieux, sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Cette mise à disposition ne pourra en aucune manière être considérée comme un bail commercial susceptible d'ouvrir droit au renouvellement dans les termes des articles L 145-1 à L 145-60 du Code de Commerce.

Les pièces mises à la disposition du Titulaire sont placées sous la responsabilité d'un chef d'installation (salarié du CEA) qui exerce son autorité pour effectuer les actes relatifs à la réglementation en vigueur (contrôles

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	19/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

réglementaires périodiques des installations électriques, formation générale à la sécurité, exercices de sécurité PUI, PPI, etc...).

La planification de ces actions est transmise aux occupants des lieux afin de leur permettre de s'organiser en conséquence.

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre précaire et révocable sous préavis de quinze jours ouvrables.

Des éléments plus précis sont prévus au §11.2 du Cahier des Charges.

17.2 Modalités financières

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre gracieux.

Les frais résultant de l'installation du Titulaire dans les pièces mises à sa disposition sont à sa charge.

17.3 Assurance - responsabilité

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir, d'une manière suffisante, les responsabilités qu'il pourrait encourir du fait ou à l'occasion de son installation dans les lieux mis à sa disposition et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place.

Le CEA n'assurera aucune obligation en ce qui concerne le gardiennage des lieux mis à la disposition du Titulaire et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place. En conséquence, le Titulaire devra souscrire une assurance multirisques bureaux couvrant les lieux et leur contenu, stipulant une renonciation à recours contre le CEA en cas de sinistre.

17.4 Sortie et restitution

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la restitution des pièces.

L'occupation des lieux par le Titulaire prend obligatoirement fin à l'issue du présent Marché, le Titulaire s'engageant à rendre ces lieux libres de toute occupation. A ce titre, le Titulaire s'engage à quitter les lieux dans les 5 jours ouvrés après la date de fin du présent Marché, sous peine d'une astreinte comminatoire de 300 euros par jour de retard, laquelle sera acquise au CEA au fur et à mesure, à titre de clause pénale.

Le Titulaire s'engage à rendre les lieux dans l'état où il les a pris, sans pouvoir réclamer au CEA des indemnités pour les améliorations qu'il y aurait éventuellement apportées.

ARTICLE 18 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA

En complément des dispositions de l'article 19 des CGA applicable au présent Marché, pour les matériels mis à disposition du Titulaire par le CEA, le responsable du Titulaire vérifie, avant leur utilisation, qu'ils sont en bon état, adaptés au travail à réaliser et que ses salariés savent et peuvent les utiliser dans des conditions normales de sécurité.

18.1 Propriété des matériels

Les matériels du CEA confiés au Titulaire pour l'exécution du présent Marché sont la propriété du CEA. Les sous-traitants éventuels du Titulaire devront être acceptés par le CEA pour pouvoir les utiliser. Ces matériels ne pourront être employés à d'autres usages qu'après accord préalable et écrit du CEA.

Ces matériels seront entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	20/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

18.2 Etat des lieux – Inventaire

Avant le début de la prestation, un inventaire des matériels, produits et équipements (appelés de manière générique « matériel » ci-après) mis à la disposition du Titulaire par le CEA sera établi contradictoirement. Une vérification de l'inventaire sera réalisée en fin de Marché.

Le Titulaire est responsable de la garde et de l'emploi du matériel mis à sa disposition. Toute disparition ou dégradation du matériel dépassant l'usure normale, ou en cas d'utilisation non conforme par le Titulaire du matériel mis à sa disposition, le CEA se réserve le droit de demander réparation au Titulaire, soit en remplaçant aux frais de ce dernier le matériel ayant subi des dégradations anormales, soit en remettant en état le matériel. Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir de ces cas pour se décharger de sa responsabilité et du non-respect de ses prestations.

Toute interruption du Marché, quelle qu'en soit la cause, entraîne de facto une restitution immédiate au CEA du matériel mis à la disposition du Titulaire sans que ce dernier ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre.

Des éléments plus précis sont prévus au §11.3 du Cahier des Charges.

ARTICLE 19 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

ARTICLE 20 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent Marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du Marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	21/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 21 - TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en Annexe 3 encadrant les traitements des données à caractère personnel.

ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du présent Marché relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les Parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 23 - CLAUDE SOCIALE D'INSERTION

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables et de lutte contre les exclusions, le CEA a décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le présent Marché une clause obligatoire d'insertion.

Le volume d'heures indiqué qui devra être réservé à l'embauche d'une ou plusieurs personnes engagées dans un parcours d'insertion, constitue un minimum obligatoire de **9 630 heures pour la tranche ferme du marché. En cas de levée d'options, il conviendra de réaliser 3 210 heures d'insertion par option.**

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Il est précisé que ces engagements ne constituent pas une cause de limitation ou de diminution de la responsabilité du Titulaire dans l'exécution du Marché.

L'obligation ainsi définie peut être remplie par le Titulaire à travers les contrats de travail signés par les différents cotraitants qui le composent, ainsi que les contrats de travail signés par leurs sous-traitants, le cas échéant, sous réserve qu'ils en aient été informés préalablement par le Titulaire. Ce dernier demeure, en toute hypothèse, responsable à l'égard du CEA du respect des obligations stipulées au présent article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du CEA pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

23.1 Public bénéficiaire de la clause sociale d'insertion

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - o Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - o Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	22/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

23.2 Modalités de mise en œuvre

La clause sociale d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le Titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du Marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans. Les heures de formation réalisées durant le contrat de travail sont valorisables sur justificatifs ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	23/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

L'entreprise s'assurera, préalablement au recrutement, de l'éligibilité du candidat auprès de la structure facilitatrice.

La structure facilitatrice, en partenariat avec le Service Public pour l'Emploi et les acteurs de l'insertion et de la formation du territoire, pourra proposer ses services d'aide au recrutement.

La durée maximum de prise en compte des heures travaillées et des heures de formation au titre de la clause d'insertion est de 24 mois. Dans le cas d'un marché d'une durée supérieure à 24 mois, la valorisation des heures pourra être comptabilisée jusqu'au terme du Marché.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du Marché : Fiches de suivi des heures d'emploi et de formation, attestation de formation, contrat de travail en alternance.

A l'issue du Marché, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Après la notification du Marché, le Titulaire indiquera, en relation avec le facilitateur clauses sociales, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

23.3 Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le Titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le Titulaire peut solliciter auprès du CEA la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

23.4 Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, un appui technique a été mis en place par le CEA, il sera assuré par :

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	
Direction Cohésion Sociale – Service Insertion Sociale	
Madame Cécilia REVEL	
Chargée de mission facilitatrice des clauses sociales	
Tél. 06 23 61 80 59	
Courriel : cecilia.revel@ampmetropole.fr	

Dans le cadre du Marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- d'accompagner le Titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc...) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du Titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de mesurer et de communiquer auprès du CEA et du Titulaire sur les réalisations.

Le Titulaire fournit mensuellement au facilitateur clauses sociales les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action en complétant le formulaire informatique sur la plateforme de déclaration UP Clause via un lien communiqué par le facilitateur.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	24/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Par ailleurs un contrôle sur pièces pourra être réalisé par le facilitateur en cours d'exécution du Marché. Le Titulaire est tenu de tenir à sa disposition les bulletins de salaire de chacun des mois travaillés pour chaque personne bénéficiaire de la clause d'insertion.

A l'initiative du CEA, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le Titulaire et le facilitateur. Elle est mise en place après notification du Marché. Durant toute la période d'exécution du Marché, le CEA peut organiser avec le Titulaire et, le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

Le Titulaire notifie au CEA toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le CEA, avec l'appui du facilitateur, étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au CEA la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le CEA annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le Titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du Marché un bilan annuel ;
- le Titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du Marché transmis CEA.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

23.5 Pondération des objectifs d'insertion en cas de transfert de personnel

Pour prendre en compte l'obligation de transfert de personnel prévu dans la Convention Collective Nationale, le nombre d'heures d'insertion à réaliser par le Titulaire sera pondéré de façon à prendre en compte le nombre d'heures de travail réalisées par les salariés transférables. Ces heures ne sont ainsi pas prises en compte dans le calcul du nombre d'heures d'insertion qui devront être réalisées par le titulaire.

La formule de pondération P qui s'applique est la suivante : $P = 1 - [(S \cdot C) / (A/N)]$

- S = nombre d'heures effectuées sur un mois avec un horaire habituel, par les salariés transférables
- C = Coefficient de transformation en heures,
- A = montant total du marché HT
- N = durée du marché en nombre de mois.

Ce coefficient P, appliqué au nombre d'heures d'insertion initial, définit le nombre d'heures d'insertion applicable au Titulaire, hors reprise de personnel. La clause sociale d'insertion n'est pas applicable si le nombre calculé est inférieur à 150h.

23.6 Suivi du respect des dispositions d'insertion sociale

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités définies à l'article « Pénalités ».

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le CEA par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

En cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le CEA peut procéder à la résiliation du Marché.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	25/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 24 - GESTION DES DÉCHETS

24.1 Tri des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations, objet du Marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une pénalité prévue à l'article « Pénalités » supra.

24.2 Evacuation des déchets

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la déposante, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR. Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015.

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement tels que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article dédié supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des prestations les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

ARTICLE 25 - JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent Marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	#signature1#
---------------	--------------

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	26/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Pour le Titulaire :	Signature : Date :
---------------------	---------------------------

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	27/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA) et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail, et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	28/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	29/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DGCEA/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès des travailleurs d'entreprises extérieures » réf. DGCEA/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2024 : vendredi 10 mai, lundi 12 août au vendredi 16 août, lundi 23 décembre au mardi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de Marché ou en cours d'exécution.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	30/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du Marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	31/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au Marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	32/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 3 – MODELE DE FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP) N°		
<u>Marché n°4000.....</u>		<u>Titulaire :</u>
<u>Référence de la spécification technique du CEA :</u>		<u>Référence du devis du Titulaire :</u>
Montant : € HT calculé sur la base des taux journaliers ou taux horaires suivants Qualification 1 :euros HT. Qualification 2 :euros HT		
Les prestations relatives à la FDMDP correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	33/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 4 – ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données² :

Création d'un compte restauration au nom du convive, enregistrement des consommations convives dans les restaurants d'entreprise, émission d'un ticket de caisse à la demande du convive, émission des prélèvements bancaires pour les convives ayant souhaités adhérer au système de post paiement.

Finalité(s) du traitement³ :

Assurer pour chaque convive l'enregistrement des différents types des consommations dans les restaurants d'entreprise afin de pouvoir facturer le CEA et les convives.

Type de données à caractère personnel traitées⁴ :

Nom, Prénom, Société, Numéro de badge et d'identification restauration, Catégorie de tarification, Moyen de paiement, Consommations, Solde Badge, Coordonnées bancaires

² Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

³ Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

⁴ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

Catégories de personnes concernées⁵ :

Salariés CEA, d'organismes associés et d'entreprises extérieures.

Autres précisions ou interdictions⁶ :

Sans objet

III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

Le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent Marché ;
4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent Marché :
 - 1) S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - 2) Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**
6. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - a. L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques;

⁵ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

⁶ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	35/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- b. L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque;
- c. L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes;
- d. Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

7. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

8. Sous-traitance ultérieure

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf modèle en fin de clause***), et pour les activités suivantes : prestations objet du Marché.

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins 21 jours à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

**Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :*

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants:

Sous-traitant 1 :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	36/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés): ...

Sous-traitant 2 :

...

9. Transferts internationaux

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le Titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du CEA ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement européen sur la protection des données.
- b) Le CEA convient que lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement européen sur la protection des données, le Titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement européen sur la protection des données en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679 le 4 juin 2016 dans une décision d'exécution (UE) 2021/914, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

10. Droit d'information des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

11. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent Marché.

12. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

• Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA:

- a. Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	37/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);

- b. Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins:

- 1) La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
- 2) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
- 3) Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais;

- c. Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

• **Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire**

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins:

- a. Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés);
- b. Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel;
- c. Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	38/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

13. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

<i>Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)</i>	NA
<i>Chiffrement des données à caractère personnel</i>	Transfert des données sur réseau sécurisé ou sous forme cryptée
<i>Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données</i>	Utilisation de réseau interne Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus, Classement et archivage des documents en armoire fermée à clé, dans un bureau fermé à clé.
<i>Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique</i>	Stockage sur serveurs sauvegardés Numérisations et sauvegardes régulières
<i>Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité</i>	Mise en place d'une procédure sécurité interne de transmission des données

14. Sort des données

Au terme du Marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

15. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

16. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

17. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

Le CEA s'engage à :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	39/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

1. Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-02107-CCS	4000 / P5H	40/40
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	